



13 freins et des leviers pour développer l'économie sociale et circulaire

Pistes d'action pour faciliter l'émergence de projets à fort impact social et environnemental

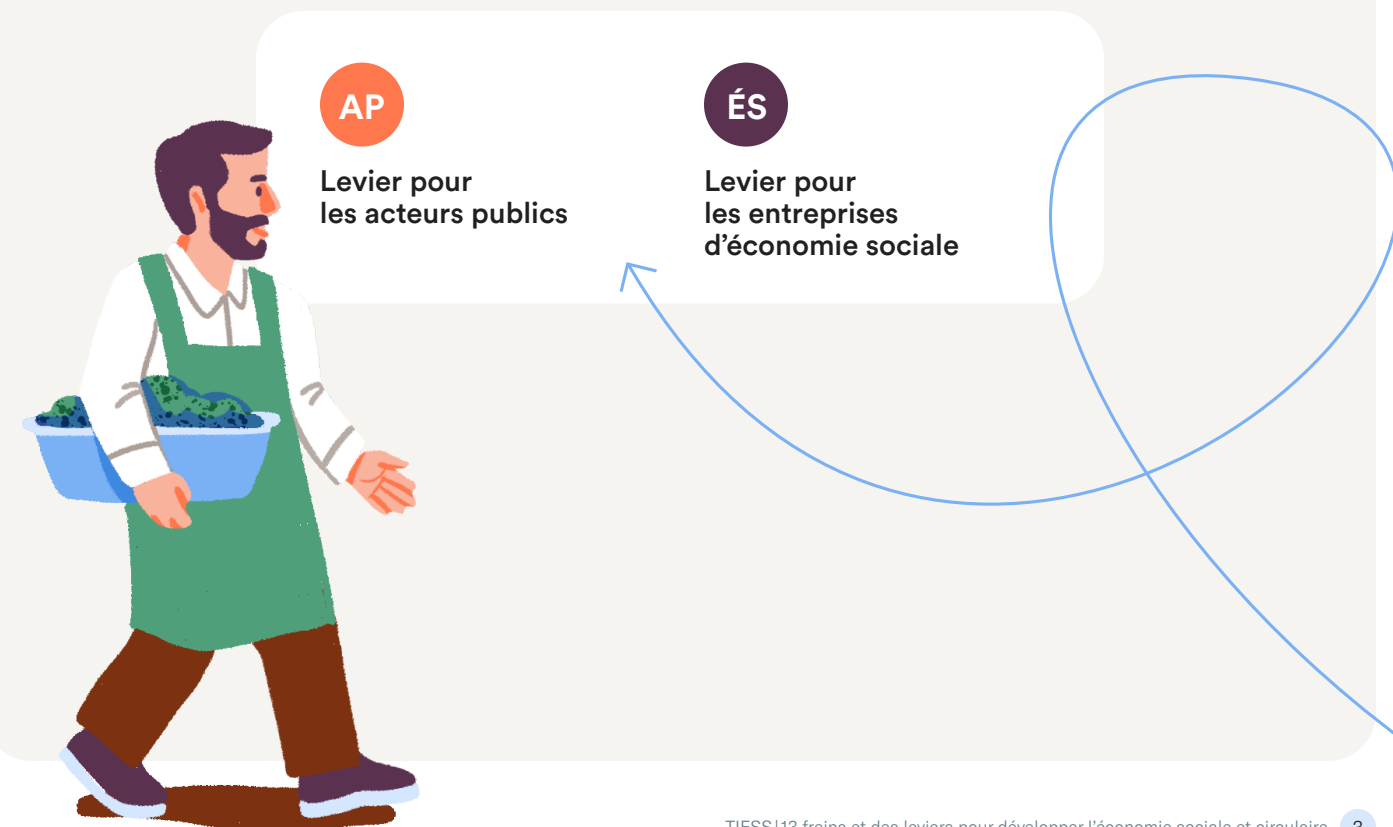


Table des matières

1. Un travail invisible difficile à comptabiliser	04	9. Des règlements limitants	12
2. Une proposition d'affaires (trop) innovante	05	10. Le manque de concertation	13
3. La méconnaissance de la vraie valeur d'un produit ou d'un service	06	11. La récupération par l'entreprise privée	14
4. Les habitudes à changer	07	12. Le fonctionnement des appels d'offres	15
5. La méconnaissance de l'économie sociale	08	13. La quête d'un local adéquat	16
6. Des financements mal adaptés aux besoins	09	Zoom sur une administration proactive	17
7. Des occasions manquées en recherche et développement	10		
8. Le manque de données	11		

Mener des projets d'économie sociale et circulaire n'est pas une mince tâche.

Les personnes qui portent ces initiatives font face à une multitude de défis – financiers, réglementaires ou culturels – qui compliquent leur travail. Voici quelques pistes d'action qui pourraient faciliter l'émergence de ces projets à fort impact social et environnemental.



1 Un travail invisible difficile à comptabiliser

Les villes et les gouvernements paient des sommes colossales pour gérer les déchets des citoyen·nes et des entreprises. Les camions de collecte, les centres de tri, les sites d'enfouissement (pour ne nommer que ceux-là) entraînent des dépenses majeures pour les administrations publiques. **Les initiatives qui proposent de nouvelles façons de réduire la quantité de déchets ou de favoriser le réemploi assument également des coûts importants pour leurs activités, mais ne reçoivent pas nécessairement de soutien financier pour les services essentiels qu'elles rendent aux collectivités.** Pourtant, ces initiatives permettent aux municipalités de réduire la quantité de déchets qu'elles devront collecter et enfouir.

Levier potentiel

AP Reconnaître les services rendus par les entreprises d'économie sociale et circulaire, et financer une partie de leurs activités.

En proposant des initiatives qui permettent de réduire l'utilisation des ressources tout en générant des économies pour la gestion des matières résiduelles, les entreprises de l'économie circulaire rendent des services aux collectivités. Ceci est d'autant plus vrai pour les initiatives en économie sociale, puisque leurs activités ne visent pas le profit. Les acteurs publics devraient transformer les économies qu'ils réalisent en soutien économique aux entreprises qui leur permettent de gérer moins de matières résiduelles.



2 Une proposition d'affaires (trop) innovante

Les entreprises d'économie sociale qui souhaitent mettre sur le marché de nouveaux produits et services dans une logique d'économie circulaire n'ont pas toujours d'exemples desquels s'inspirer. **Leurs services sont novateurs, ce qui rend les traditionnels exercices d'études comparatives (*benchmarking*) difficiles à réaliser pour trouver leur segment de marché et fixer leurs prix.** Il faut parfois plusieurs essais-erreurs avant de trouver l'offre de service idéale.

Levier potentiel

ÉS Collaborer avec des expert·es et des communautés de soutien en économie circulaire.

Il existe des personnes spécialisées en économie circulaire qui peuvent être de bonnes conseillères pour le développement d'initiatives novatrices. Les instances de développement économique locales comptent souvent sur l'expertise de conseillères et conseillers en économie circulaire du réseau Synergie Québec, dont certain·es ont une expertise en développement de modèles d'affaires circulaires. Il existe également des groupes d'échange entre entreprises d'économie sociale et circulaire – de type communauté de pratique – qui permettent de partager des expériences et de bénéficier des conseils d'autres porteurs et porteuses de projet.



3 La méconnaissance de la vraie valeur d'un produit ou d'un service

La clientèle ne réalise pas toujours tout le travail et l'expertise nécessaires (transport, tri, nettoyage, entreposage, réparation, etc.) pour qu'un objet usagé puisse trouver une nouvelle vie. Parallèlement, les prix de plusieurs produits neufs sont artificiellement bas, car ils ne reflètent pas les coûts environnementaux et sociaux associés à la production d'objets de mauvaise qualité par des personnes sous-payées. Enfin, la population et les entreprises n'ont pas suffisamment d'incitatifs pour adopter des pratiques circulaires, car les prix payés pour la gestion de nos déchets sont si bas qu'ils ne stimulent pas la recherche d'autres façons de faire.

Dans ce contexte, **il est difficile pour les entreprises d'économie circulaire de fixer un prix juste pour rentabiliser leurs activités tout en demeurant compétitives.** De plus, comme les entreprises d'économie sociale ont souvent la volonté de rémunérer leur personnel de manière adéquate, il devient parfois difficile de compétitionner avec les tarifs de l'entreprise privée.

Levier potentiel

AP Adopter l'écofiscalité associée à une tarification sociale pour décourager les comportements néfastes pour l'environnement et mettre en place des incitatifs financiers et réglementaires pour encourager les comportements de consommation écoresponsables.

L'écofiscalité fait référence aux impôts, aux taxes et aux redevances appliqués à certains produits, services ou activités qui détériorent l'environnement afin de les rendre moins attrayants par rapport aux solutions écoresponsables. Puisque l'argument économique est souvent celui qui guide les décisions d'achat, l'écofiscalité peut servir de levier intéressant pour soutenir les initiatives qui contribuent à une économie plus circulaire. Toutefois, pour éviter de précariser davantage les personnes à faible revenu, l'écofiscalité devrait être associée à une tarification sociale, qui permet de leur offrir un prix réduit respectant leur capacité de payer.



Exemple inspirant

La France a mis en place des fonds consacrés au réemploi et à la réutilisation destinés exclusivement aux organisations de l'économie sociale et solidaire afin de les soutenir dans ces activités. Ces fonds sont financés grâce à des écotaxes (« écocontributions ») facturées lors de l'achat de certains produits neufs. Par exemple, le fonds réparation consacré aux produits électriques et électroniques permet aux consommateurs et consommatrices d'obtenir une réduction pour faire réparer un appareil (téléphone portable, ordinateur ou autre) par une entreprise d'économie sociale certifiée.

4 Les habitudes à changer

Faire en sorte que la clientèle rapporte un plat consigné à un point de dépôt ou qu'un partenaire trie ses rebuts n'est pas une mince affaire!

Actuellement, les entreprises qui ont un modèle d'affaires basé sur l'économie circulaire doivent investir beaucoup de temps et d'argent pour convaincre leur clientèle et leurs partenaires de changer leurs habitudes.

Pour ces derniers, il peut sembler beaucoup plus facile de tout jeter à un seul endroit, sans se poser de questions. Pour se diriger vers une économie plus circulaire, chaque personne doit prendre conscience de la valeur des matières qu'elle destinait autrefois à la poubelle et modifier ses comportements.

Levier potentiel

AP Les villes et les gouvernements peuvent organiser des campagnes de sensibilisation à l'économie circulaire pour soutenir le travail des entreprises d'économie sociale.

Certaines entreprises d'économie sociale (EÉS) remarquent qu'il est plus facile de s'implanter dans les endroits où les instances locales ont déjà commencé un travail de sensibilisation auprès des citoyen·nes et des entreprises pour qu'ils adoptent des pratiques écoresponsables.



Solon, photo: Audrey McMahon

5 La méconnaissance de l'économie sociale

Malgré le travail de promotion de l'économie sociale, il subsiste une certaine méconnaissance de ce concept. **Les porteurs et porteuses de projets en économie circulaire qui font le choix de se lancer en entrepreneuriat collectif ont donc un double défi : démontrer la pertinence de leur modèle d'entreprise ET celle de leur modèle d'affaires basé sur l'économie circulaire auprès de leurs clientèles, partenaires et bailleurs de fonds.**

Levier potentiel

AP Multiplier les initiatives visant à promouvoir l'économie sociale comme modèle pertinent.

Les organisations qui font la promotion de l'économie sociale réduisent le fardeau des entreprises ayant choisi cette voie en démontrant qu'il est possible d'être rentable et de contribuer au développement économique tout en redonnant à la communauté.



6 Des financements mal adaptés aux besoins

Des financements visant à soutenir les entreprises d'économie circulaire n'arrivent pas à répondre aux besoins des EÉS. **Certains excluent d'emblée les entreprises à but non lucratif ; d'autres les acceptent en théorie, mais les soumettent à des critères complémentaires limitants.** D'autres subventions remboursent après l'achat des équipements dispendieux, alors que de nombreuses EÉS ne peuvent avancer les fonds requis pour faire ces achats. Celles qui s'endettent pour acheter ces équipements souvent nécessaires à leurs activités n'ont pas de garantie qu'elles recevront la subvention nécessaire pour rembourser leur prêt. De plus, **les subventions disponibles sont souvent imprévisibles et de courte durée**, ce qui ne permet pas aux EÉS d'avoir une vision à long terme. Enfin, il n'existe pas de financement pour soutenir leur fonctionnement et leur mission environnementale : les montants proposés doivent toujours servir de nouveaux projets, obligeant les organisations à être dans une logique de développement effréné alors qu'elles auraient besoin d'aide pour pérenniser leurs activités.

Leviers potentiels

AP Mettre en place des fonds spécifiques pour le démarrage et la mise à l'échelle des projets d'économie sociale et circulaire.

AP Avoir des programmes de subventions prévisibles et échelonnés sur plusieurs années qui financent les activités courantes des organisations pour leur permettre une montée en puissance.

L'écosystème de la finance solidaire au Québec est réputé pour son dynamisme et sa capacité à collaborer. Travailler au développement d'une offre de financement adaptée spécifiquement aux besoins des entreprises d'économie sociale en économie circulaire permettrait de soutenir le développement d'initiatives structurantes pour la transition socioécologique.

Exemple inspirant

Pour l'année 2023, la Ville de Paris a alloué 11 millions d'euros en investissement et 11 millions d'euros pour financer le fonctionnement d'entreprises d'économie sociale et solidaire en économie circulaire. Certains financements sont annuels et renouvelables, alors que d'autres sont d'une durée de 3 ans pour faciliter les prévisions budgétaires des organisations.



La Transformerie, photo : Sylviane Robini

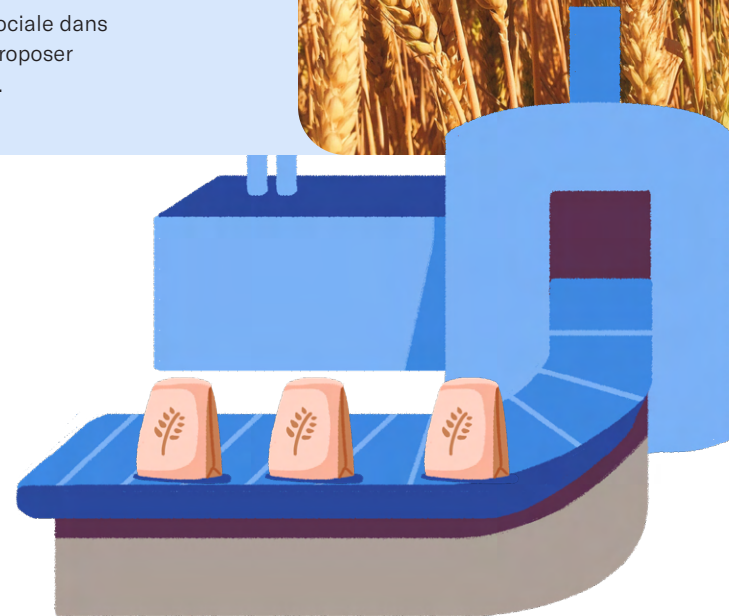
7 Des occasions manquées en recherche et développement

L'économie circulaire implique de revoir drastiquement les modes de production et de consommation courants. Les entreprises qui se lancent dans ce modèle doivent investir des sommes importantes en recherche et développement (R et D) pour réfléchir à de nouveaux produits et à de nouveaux procédés. Toutefois, **les mesures incitatives qui soutiennent les entreprises pour financer la recherche et le développement sont souvent sous forme de crédits d'impôt remboursables, un moyen qui n'est pas adapté aux entreprises à but non lucratif (dont le statut les exonère d'emblée d'impôts).**

Levier potentiel

AP Financer les activités de recherche et de développement des EÉS à la hauteur de ce qu'elles obtiendraient avec les crédits d'impôt qui leur sont inaccessibles.

Un soutien financier pour aider les entreprises d'économie sociale dans leurs activités de R et D permettrait à ces organisations de proposer des solutions novatrices pour accélérer l'économie circulaire.



8 Le manque de données

Le manque de données – d'une part au sujet des matières qui auraient un potentiel d'être revalorisées, et d'autre part sur l'impact qu'une entreprise peut avoir – complique le développement de l'économie circulaire. En effet, **en l'absence d'informations précises sur la disponibilité ou la quantité des matières qui pourraient trouver une seconde vie, les entreprises ont de la difficulté à prévoir le développement de leurs activités. Par ailleurs, peu d'entreprises d'économie sociale disposent des connaissances et des outils nécessaires pour mesurer l'impact environnemental et social de leurs activités**, alors que cela les aiderait à être plus attractives auprès de clientèles potentielles ou de bailleurs de fonds.

Leviers potentiels

ÉS Développer des outils numériques faciles d'utilisation pour mesurer et communiquer les quantités de matières prêtes à être revalorisées.

AP Financer le développement de tels outils.

Des plateformes numériques qui permettraient d'avoir une meilleure vision en temps réel des matières accessibles ou prochainement disponibles faciliteraient le travail des entreprises qui souhaitent valoriser des matériaux usagés. Ces outils devraient également permettre de comptabiliser la quantité de matière détournée de l'enfouissement afin de démontrer l'impact environnemental positif des projets d'économie circulaire.



9 Des règlements limitants

Comme leur proposition de valeur ou leurs types d'activités sont nouveaux, plusieurs initiatives innovantes ne cadrent pas dans les règlements actuellement en vigueur.

Cela complique le travail des entreprises qui ont, par exemple, besoin de certains permis ou qui se retrouvent confinées, pour des raisons de zonage, dans des secteurs de la ville qui ne correspondent pas à leurs besoins.

Levier potentiel

AP Être à l'écoute des freins et tester des innovations réglementaires.

Pour accélérer le passage vers une économie plus circulaire, les acteurs publics doivent être à l'écoute des besoins des organisations sur le terrain et faire preuve d'agilité pour revoir les freins réglementaires. La mise en place de projets d'expérimentation ou de projets pilotes peut être une bonne manière de tester certaines innovations avant de les diffuser à grande échelle. Les acteurs publics pourraient notamment s'inspirer de la technique du « bac à sable réglementaire », soit la désignation d'espaces où l'application de certaines réglementations est suspendue pour une période limitée afin de tester des innovations en contexte réel.



Exemple inspirant

À Montréal, le Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) est un espace de recherche et de développement qui s'intéresse à la réglementation afin de voir comment elle peut activer et accélérer la transition socioécologique à l'échelle municipale. Ce projet, porté par la Maison de l'innovation sociale en collaboration avec l'École nationale d'administration publique (ENAP), Cité-ID LivingLab, Dark Matter Labs et la Ville de Montréal, expérimente des leviers novateurs pour supprimer certains blocages réglementaires vécus par des organisations.



10 Le manque de concertation

Des changements doivent s'opérer sur plusieurs fronts afin de lever les freins qui compliquent le développement d'une économie plus circulaire.

Les obstacles sont multiples (réglementaires, financiers, fonciers, etc.) et demandent des actions de la part d'une diversité d'acteurs qui n'ont pas nécessairement l'habitude de collaborer ensemble.

Levier potentiel

AP **ÉS** Mettre en place des groupes de travail pour accélérer le déploiement de l'économie sociale et circulaire.

Regrouper autour de la même table différentes parties prenantes (des entreprises d'économie sociale, des bailleurs de fonds, des élu-es, des organismes de soutien à l'économie sociale, etc.) dans l'objectif d'accélérer le déploiement de l'économie sociale et circulaire est une manière d'avoir une vue d'ensemble des besoins de l'écosystème et de s'assurer d'avoir une cohérence dans les actions à entreprendre.



11 La récupération par l'entreprise privée

Pour répondre à leurs missions sociale et environnementale, certaines entreprises d'économie sociale et circulaire se lancent dans de nouveaux secteurs d'activités, et ce, malgré la faible rentabilité des projets. Elles déploient efforts et énergie pour changer les pratiques du secteur, tester le marché et trouver des modèles d'affaires pérennes. **Lorsque les projets deviennent rentables, leurs idées sont parfois récupérées par des entreprises privées qui ont accès à plus de capitaux et qui sont capables de pénétrer massivement le marché.**

Levier potentiel

AP Mettre en place un cadre réglementaire qui soutient les entreprises d'économie sociale dans le développement de l'économie circulaire.

Les instances publiques peuvent agir pour s'assurer que les entreprises d'économie sociale conservent l'accès à certaines matières, ou adapter leurs politiques d'approvisionnement pour faire une place aux fournisseurs en économie sociale et circulaire. En reconnaissant clairement le rôle clé que l'économie sociale joue dans le développement de l'économie circulaire pour assurer une transition écologique juste et inclusive, les villes et les gouvernements aident ces EÉS à conserver la place qui leur revient.



Exemple inspirant

En France, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (loi AGEC) fait une place importante à l'économie sociale et solidaire. En réservant certaines activités ou matières à des initiatives d'économie sociale et solidaire, cette loi est venue positionner les EÉS comme des acteurs incontournables de l'économie circulaire

12 Le fonctionnement des appels d'offres

Les organismes publics peuvent jouer un rôle important pour propulser l'économie sociale et circulaire. En effet, ces donneurs d'ouvrage octroient à des entreprises des contrats qui totalisent plusieurs milliards de dollars chaque année. Toutefois, **les EÉS réussissent difficilement à tirer leur épingle du jeu pour remporter ces appels d'offres**, soit parce que le service demandé ne peut être comblé que par de très grandes entreprises, parfois multinationales, soit parce que la règle du plus bas soumissionnaire ne prend pas en compte l'impact économique et social que ces EÉS peuvent générer sur leur territoire.



Leviers potentiels

ÉS Unir ses forces par la mutualisation.

AP Développer des politiques d'approvisionnement qui permettent des ententes de gré à gré pour les EÉS ou qui leur octroient des points additionnels afin de reconnaître leur impact positif pour les collectivités.

Pour réunir les conditions exigées par certains appels d'offres, les EÉS peuvent faire le choix de se regrouper afin d'unir leurs forces pour augmenter leur capacité d'action. Les donneurs d'ouvrage peuvent également développer des politiques d'approvisionnement qui reconnaissent l'impact de l'économie sociale comme moteur de développement économique et social pour les territoires.



Groupe Coderr, photo: Pransyama - Services de photographie

Exemples inspirants

ÉS L'arrivée de nouveaux règlements concernant la gestion des matières résiduelles à l'échelle du Québec a incité cinq EÉS bien établies dans leurs régions (Défi Polyteck en Estrie, Groupe Aptas en Beauce, Groupe Coderr au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Option Métal Recyclé à Québec et Recyclo-Centre en Montérégie) à se regrouper. En créant le Réseau interrégional de valorisation et recyclage des appareils ménagers (RIVRA), ces entreprises ont réussi à remporter l'appel d'offres pour la récupération et le traitement des gaz présents dans les petits appareils réfrigérants en fin de vie (réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs, etc.).

AP La Ville de Lévis a mis en place une politique d'approvisionnement qui fait une place prépondérante à l'économie sociale et à l'achat local. En effet, puisqu'elle reconnaît l'impact de ces entreprises sur son territoire, la municipalité s'est dotée de règles d'attributions de contrats qui obligent leur direction de l'approvisionnement à justifier les raisons qui font qu'elle n'a pas retenu les services d'une entreprise d'économie sociale au moment de la sélection du fournisseur pour les ententes de gré à gré.

13 La quête d'un local adéquat

Plusieurs EÉS qui se lancent en économie circulaire ont besoin de locaux spacieux afin d'entreposer du matériel ou d'utiliser des équipements industriels. Aussi, pour s'assurer de réduire les déplacements dans une logique de circuits courts, ces entreprises doivent s'établir dans des quartiers centraux. Cependant, **les coûts d'acquisition ou de location** de ce type de locaux **sont souvent très élevés**. Par ailleurs, les installations offertes dans les bâtiments industriels sont parfois mal adaptées aux besoins de certaines entreprises. Par exemple, des quais de chargement pour camions ne conviennent pas pour des projets où l'on mise sur la livraison à vélo.

Levier potentiel

AP Les villes et les gouvernements peuvent mettre à la disposition des EÉS leurs locaux vacants ou sous-utilisés.

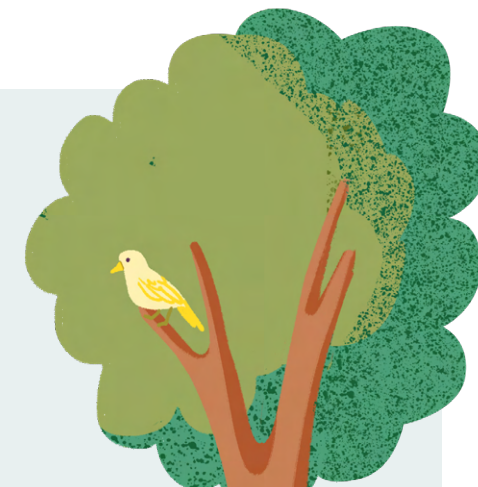
Ces locaux seraient utiles pour des initiatives d'économie sociale et circulaire qui peinent à trouver des espaces abordables pour mener leurs activités.



EcoRéno, photo : Sylviane Robini



Zoom sur une administration proactive



Certaines villes et certains gouvernements font le choix assumé de positionner l'économie sociale et solidaire au cœur de leur stratégie de développement de l'économie circulaire. C'est le cas de la Ville de Paris, qui a choisi de soutenir une économie dite « engagée » en agissant à différents niveaux.

→ Un élu responsable des deux dossiers

La Ville a nommé un élu responsable à la fois de l'économie sociale et solidaire ainsi que de l'économie circulaire et de la stratégie zéro déchet. Faire porter ces deux mandats par la même personne permet le développement d'une vision cohérente de l'économie sociale et circulaire.

→ Un soutien financier structurant

La Ville lance ponctuellement des appels à projets destinés aux entreprises d'économie sociale et solidaire qui travaillent spécifiquement sur les questions d'économie circulaire – notamment en lien avec la consigne, le réemploi ou la réparation. Elle finance certains investissements ou frais de fonctionnement sur des périodes pouvant aller jusqu'à 3 ans. Puisqu'il est difficile de trouver des loyers abordables à Paris, la Ville a une politique pour faciliter l'installation de ces EÉS dans des locaux situés au rez-de-chaussée des immeubles de logements sociaux.

→ Des liens forts avec le terrain

Paris connaît bien les acteurs sur son territoire puisqu'elle a une délégation à l'économie sociale et solidaire et à l'économie circulaire depuis plusieurs années. Chaque année, la Ville organise des rencontres de concertation avec les organisations qui travaillent sur les filières considérées prioritaires pour échanger sur les chantiers qu'elles peuvent mener en commun.

→ Un rôle de leader de projets porteurs

La Ville investit des budgets importants pour développer des projets audacieux qui vont accélérer l'économie sociale et circulaire à Paris. Les deux prochains en liste : un hub du réemploi de grande envergure dans des entrepôts désaffectés et une manufacture de textile solidaire et circulaire.

« L'économie engagée qu'on veut vraiment développer, elle est au carrefour de l'enjeu social – donc l'économie sociale et solidaire – et de l'enjeu écologique – porté par l'économie circulaire. On pense que c'est vraiment cohérent de défendre la convergence. »

– Florentin Letissier, maire-adjoint de Paris, en charge de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire et de la stratégie zéro déchet



Pour en savoir plus

Consultez nos autres contenus sur l'[économie sociale et circulaire](#), dont :



13 freins et des leviers pour le déploiement de l'économie sociale et circulaire
Pistes d'action pour faciliter l'émergence de projets à fort impact social et environnemental



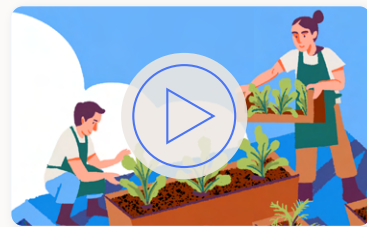
8 modèles d'affaires en économie sociale et circulaire
Défis rencontrés et pistes à explorer pour aider les entreprises d'économie sociale à consolider leurs activités



Semer les graines du changement
L'économie sociale et circulaire en agroalimentaire



Liste de ressources en économie circulaire pour les entreprises d'économie sociale



Une introduction à l'économie sociale et circulaire
Vidéo



7 initiatives d'économie sociale et circulaire montréalaises à découvrir



6 atouts des entreprises d'économie sociale pour l'économie circulaire

... et toutes nos autres publications disponibles sur tliess.ca

Limite de responsabilité

Le TIESS, ses employé-es et ses administrateurs et administratrices ne peuvent être tenu-es responsables d'un dommage présenté comme résultant de l'utilisation de ce document. Les informations contenues dans ce document sont fournies par le TIESS à titre indicatif seulement.

Le TIESS vise l'amélioration continue. Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions à propos de cette publication.

Remerciements

Le TIESS tient à remercier toutes les entreprises d'économie sociale qui ont généreusement parlé de leurs expériences et de leurs apprentissages ainsi que Florentin Letissier, maire-adjoint de Paris, en charge de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire et de la stratégie zéro déchet, d'avoir accepté de partager la vision de la Ville de Paris.

Contributions à la réalisation de ce document

Comité de pilotage du projet: Daniel Normandin, Chantal Rossignol et Cynthia Poirier (**Centre d'études et de recherches intersectorielles en économie circulaire (CERIEC)**) • Evan Murray (**Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ)**) • Anne-Sophie Abel-Levesque et Ariane Clavet-Gaumont (**Chantier de l'économie sociale**) • Mélanie McDonald (**Chemins de transition**) • Fatao Traore (**Conseil régional de l'environnement – région de la Capitale-Nationale**) • Audrey Roberge (**Coop Carbone**) • Julien Beaulieu et Pauline Nazaret (**Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI)**) • Emmanuel B. Raufflet, Martine Vézina et Rafael Ziegler (**HEC Montréal**) • Marc-André Caron et Sarah St-Denis (**Économie sociale Laurentides**) • Émilie Dupont (**Société d'aide au développement (SADC) du Kamouraska**).

Rédaction: Gaëlle Généreux | Recherche: Gaëlle Généreux • Solen Martin-Déry | Édition et révision linguistique: TIESS | Graphisme: [MamboMambo](#)

La rédaction de ce document a été rendue possible grâce au soutien financier du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec et de la Fondation Lucie et André Chagnon.



Pour citer: TIESS. (2023). *13 freins et des leviers pour développer l'économie sociale et circulaire: pistes d'action pour faciliter l'émergence de projets à fort impact social et environnemental*.

À propos

TIESS

Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) est un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale reconnu par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE). Il regroupe de nombreux acteurs et actrices de l'économie sociale et solidaire et du développement territorial, de même que des centres de recherche, des universités et des collèges. Il contribue au développement territorial en outillant les organismes d'économie sociale et solidaire afin qu'ils puissent transformer leurs pratiques et faire face aux enjeux de société de façon innovante. Pour découvrir nos autres titres: tiess.ca